

## **Compte-rendu de la réunion du « Groupe des 9 » du 21 novembre 2019 à la Bourse du travail de Paris**

Attention, il ne s'agit pas d'un compte-rendu exhaustif, mais une synthèse des propos qui rend compte du contenu et de l'ambiance de cette journée.

### **Accueil des délégations**

**Jean-Pierre Floret (CGT), au nom des neuf organisations de retraité-e-s, remercie les 200 personnes** venues à la Bourse du travail de Paris pour cette réunion nationale des délégations départementales, dont certaines ont dû arriver hier ou partir très tôt ce matin.

Il rappelle les deux temps importants de la matinée concernant le PLFSS 2020, important pour notre avenir, le pouvoir d'achat et la santé, qui seront suivis à chaque fois d'un débat. Un manifeste sera adopté en fin de matinée et, après le repas pris en commun, déposé au ministère des finances et au ministère de la santé par les délégations qui s'y rendront.

Devant une assemblée aussi nombreuse, il se satisfait de l'excellent travail réalisé à neuf organisations depuis maintenant 5 ans. Cette unité qui dure représente un fait historique et permet à la force sociale des retraité-e-s de s'exprimer, de mettre en avant des revendications si claires et évidentes qu'elles ont bien souvent été reprises par les Gilets jaunes.

**Maud Giloux (CFE-CGC), au nom des neuf, demande une minute de silence** en mémoire de François Thiéry-Cherrier, responsable de l'UCR-CGT décédé le 6 septembre 2019 qui a participé activement à la création de notre « Groupe des neuf ».

**Une vidéo, projetée au-dessus de la tribune** des responsables des neuf, rappelle les nombreuses promesses du candidat puis du Président Emmanuel Macron sur la préservation du pouvoir d'achat des retraité-e-s...



### **Pouvoir d'achat**

Marylène Cahouet (FSU) introduit ce thème au nom des neuf. Elle rappelle que nos neuf organisations agissent ensemble depuis juin 2014. Au départ, ce sont la politique menée par Hollande de gel des pensions et les revendications sur le

pouvoir d'achat qui ont cristallisé nos rapprochements. Cette politique d'austérité à l'égard des personnes retraitées s'est accentuée avec Macron. Et nos manifestations n'en ont été que plus nombreuses et plus massives.

**En ce moment, le COR**, Conseil d'Orientation des Retraites, présente officiellement le rapport commandé par le gouvernement qui exigeait de « *préciser des mesures immédiates pour mettre les retraites en équilibre* » (c'est-à-dire, pour diminuer les dépenses de retraite) avant la mise en application de la retraite à points. Parmi les mesures d'économie proposées, une mesure concerne directement les retraité-e-s, la revalorisation des pensions. Entre 2021 et 2025, le COR précise que l'équilibre pourrait se faire par une « *revalorisation de 0,5 % par an, soit une perte de pouvoir d'achat de 1,1 % par an* ». Il signale que cette mesure rapporterait plus de la moitié des économies envisagées.

Le rapport dit clairement que le déficit ne vient pas des dépenses de retraite qui stagnent, mais de la baisse des recettes, notamment « *la contribution de diverses entités publiques (État, administrations publiques locales, CNAF, Unedic)* ».

### **L'actualité a vu des remises en cause du pouvoir d'achat**

Nous dénonçons la discrimination entre les personnes qui ont une pension inférieure ou supérieure à 2 000 €. Actuellement la masse globale des pensions semble augmenter malgré la sous-indexation de toutes les pensions ; c'est dû au fait que les nouveaux retraité-e-s ont une pension supérieure aux très anciens qui décèdent (effet dit Noria) et qui n'avaient pas toujours des pensions complètes, notamment.

Notre pension est un droit, un dû, nous refusons sa transformation en allocation dont la revalorisation serait décidée arbitrairement par le gouvernement. Actuellement, les gouvernements dérogent à la loi et au code de la Sécurité sociale, qui imposent une revalorisation de toutes les pensions selon l'inflation.

### **Interventions de la salle**

Très souvent, les camarades qui sont intervenus ont commencé par souligner qu'ils ou qu'elles le faisaient au nom des organisations de leur département, parfois même en faisant part d'une intervention rédigée par les neuf.

**La CGT Val-de-Marne** insiste sur le lien entre le rapport du COR et la réforme Delevoye, dans les deux cas, des « experts » font des projections à 30 ans, dénoncent le déficit, et la « règle d'or » des économies est imposée, les pensions et les réversions sont diminuées. La disparition de la Sécurité sociale, programmée, est en cours. Il faut virer la réforme et imposer l'amélioration des systèmes actuels.

**La CGT Morbihan** dénonce les revalorisations différentes selon que la pension se situe au-dessus ou en dessous de 2 000 €. Au mois de mai, il y aurait un rattrapage partiel pour éviter les effets de seuil entre 2 000 € et 2 014 €. Cette machine à gaz

**D'autres mesures ont diminué le pouvoir d'achat**, la ½ part aux veuves, la fiscalisation des 10 %, les taxes (CASA, CRDS et CSG), etc. Le pouvoir d'achat subit aussi l'augmentation forte de dépenses contraintes (énergie, loyers, eau, téléphone, transports, etc.), qui pèsent sur le pouvoir d'achat de toute la population, et particulièrement sur les personnes retraitées.

La santé, le tarif des mutuelles, augmentent pour tout le monde mais davantage pour les retraité-e-s, qui subissent de plus le reste à charge important des frais liés à la perte d'autonomie.

Le rapport Delevoye sur la réforme des retraites prévoit seulement une revalorisation selon l'inflation et le blocage de la part des retraites dans le PIB à 13,8 %.

La pension moyenne s'élève à 64 % du salaire moyen aujourd'hui ; elle serait de 51 % en 2050.

**Le PLFSS 2020** prévoit 1 % en dessous de 2 000 € et 0,3 % au-dessus. Le COR en 2019 attirait l'attention sur la nécessité de mieux revaloriser les pensions.

**Nous revendiquons** le retour de l'indexation sur les salaires, et pour toutes les retraites et pensions, sans discrimination entre celles qui sont inférieures ou supérieures à 2 000 euros, comme c'est le cas aujourd'hui, par exemple.

Avant de passer la parole à la salle, Jean-Pierre Floret (CGT), qui anime notre réunion, présente les camarades à la tribune (FGR-FP, LSR, CGT, UNRPA, FSU, CFE-CGC, FO, CFTC, Solidaires) et souligne l'importance de notre « inter » qui fonctionne depuis juin 2014 et qui commence à « marquer des points » : désormais, les personnes retraitées sont considérées comme une force sociale.

va bouleverser les pensions autour de 2 000 €. Le dispositif ne prend pas en compte les revenus du patrimoine, ce qui augmente l'injustice des revalorisations : dans certaines professions, les actifs ont régulièrement minoré leurs déclarations de revenus (pour payer moins d'impôts et de cotisations) ; maintenant que ces personnes sont retraitées, elles revendiquent la solidarité, alors qu'elles ont souvent pu se constituer un patrimoine par leurs économies faites au détriment des impôts et des cotisations sociales. Il ajoute que le groupe des 9 doit continuer de revendiquer contre les mesures fiscales qui ont été prises à l'encontre des personnes retraitées.

**La CGT Val d'Oise** rappelle que les mauvais accords Arrco et Agirc avaient déjà ouvert la voie en gelant les pensions. La mise en place d'un âge pivot de 64 ans et l'allongement de la durée de cotisation restent en discussion. L'indexation selon l'inflation date de Seguin en 1988.



**La CFTC de Bourgogne** demande le montant de la valorisation des heures de bénévolat. Si les retraité-e-s s'arrêtaient de faire du bénévolat, la société ne fonctionnerait plus.

**FO de l'Ain, au nom des neuf**, salue le travail des neuf qui a réussi à mettre en place une large unité. Depuis l'augmentation de la CSG, les rassemblements ont grossi et gagné en dynamisme. Le 8 octobre, le personnel des services de santé en grève a été invité le matin à venir rejoindre les retraités et les retraité-e-s ont appuyé la santé l'après-midi. Les revendications primordiales sont l'indexation sur les salaires et la solidarité avec les actifs, indispensable pour gagner ensemble. Il y a un débat sur l'intérêt d'actions isolées des seuls retraités : pourront-ils gagner seuls ? Les retraités actuels seront impactés par la réforme des retraites. La part des pensions à 13,8 % du PIB aura une grande conséquence sur les pensions. La suppression des services publics (Poste, gares, impôts, petits hôpitaux, etc.) pénalise la population et les retraité-e-s, notamment les fermetures de lits. La dématérialisation impose de faire appel à des services payants.

**FO Yonne, souligne l'importance du travail des neuf** aussi dans son département. Ils adressent une « pétition aux dirigeants syndicaux » sur le vol de la pension et de la Sécurité sociale. Ils disent non à la retraite à points dont le seul objectif est la baisse des pensions. Ils soutiennent toute initiative unitaire pour défendre la retraite, et prendront toute leur place dans l'action à partir du 5 décembre.

**LSR** témoigne que sa pension personnelle de 2018 était inférieure de 300 € à celle de 2017, ce qui l'a fait passer en dessous du seuil des 2 000 €. Cela transforme la promesse Macron en mensonge. Nous assistons à un appauvrissement des retraité-e-s ; LSR constate les difficultés croissantes de retraité-e-s pour participer à des activités culturelles. Quelles initiatives des neuf pour mobiliser encore plus largement ?

**Un camarade de l'UNRPA** et aussi adhérent de la CGT dénonce la très grave réforme en cours de la société, aidée par de nombreux mensonges du gouvernement. Le nouveau rapport du COR est au service du gouvernement. Tout le monde est concerné par la réforme des retraites, la pension sera transformée en points. C'est la fin des solidarités, dont bénéficient 93 % des retraité-e-s. C'est la fin de la répartition mise en place en 1945. La mobilisation, la plus large possible, s'impose.

**FO 44, au nom des neuf**, informe du relais local des actions nationales et du travail réalisé localement notamment dans le CDCA et à Nantes Métropole. La collectivité territoriale avait annoncé une grande initiative pour les « retraité-e-s qui veulent de l'imaginaire », les neuf en ont profité pour affirmer que les retraités ne veulent pas de l'imaginaire mais du concret et ils ont rappelé les revendications sur le logement, l'aide à domicile, les Ehpad, les soins, les services de gériatrie, les transports et leurs coûts, les tarifs de la culture, les services de proximité contre le tout numérique. Une urgence sociale existe.

**La FGR-FP** dénonce la disparition des disparités des métiers, regroupés dans un régime unique à points. Les spécificités de la fonction publique vont disparaître, tout comme 100 000 fonctionnaires, ce qui va augmenter la charge de travail de ceux qui restent. Le privé s'accapare les secteurs rentables. Le statut des fonctionnaires est un pilier du pacte républicain, une assurance sur un traitement égal sur tout le territoire. Le taux de remplacement doit rester à 75 % et la pension le prolongement du salaire. Public-privé, même combat.

**FO Haute-Saône** informe des actions dans la ruralité, notamment contre la disparition des aides à domicile. Tous les maires ont reçu la lettre des neuf, seulement deux ont répondu. Toute la population, solidaire, doit se mobiliser. Il faut lutter contre toutes les fausses informations des médias. Comme moyens d'action, il préconise un tour de France des camping-cars de retraités.

**La FSU** note le débat sur la date d'application de la réforme systémique, mais la réforme s'applique déjà. Le droit à la retraite est devenu une variable d'ajustement budgétaire. La défiscalisation des heures supplémentaires, les exonérations diverses de cotisations ne sont plus compensées, ce qui provoque un déficit de la Sécu, puis ce qui justifie des économies sur la santé, sur les retraites, ...

**La CGT Gironde** a préparé cette réunion avec les neuf. L'unité des neuf a permis de rassembler au-delà des forces des neuf, lors des actions nationales. Il faut poursuivre cette unité exemplaire. La presse locale traite mal nos initiatives, n'a pas relayé la débaptisation d'une place. Un badge commun des neuf a été réalisé « je suis retraité multi-utile et bénévole ». Des forums, des débats sont organisés sur la place des retraité-e-s dans la société, ils donnent la parole aux retraité-e-s. Il faut travailler à neuf sur la gratuité des transports et sur la déshumanisation, source de violences. Le groupe des 9 devrait réfléchir à d'autres modes d'action que les seules manifestations.

## La santé

**Une vidéo est projetée :** la Sécu à l'équilibre est en déficit car le gouvernement prend des mesures et ne les paie pas ; le financement de la perte d'autonomie reste bien faible par rapport aux besoins et aux attentes.

**Olivier Jochter de la CGT introduit ce thème au nom des neuf.**

**Le PLFSS 2020 est en cours de discussion au Parlement, il porte la rigueur.** Avec le déficit de 5,1 milliards, le trou de la Sécu réapparaît, mais la réalité et les causes, ce sont les exonérations de cotisations et les allègements pour les employeurs. Le gouvernement ne respecte pas la loi Veil de 1994 qui impose à l'État de compenser, il crée un déficit que les assurés vont payer. Le gouvernement demande 4,2 milliards d'économies dans une période de forte mobilisation du personnel, toutes catégories confondues. Les dépenses ne pourraient augmenter que de 2,3 %, soit moins que les 2,5 de l'année précédente. Et les hôpitaux devraient faire plus d'efforts, se contenter de seulement 2,1 %, ce qui ne permet plus répondre aux obligations. La simple reproduction des activités exigerait 4,5 %. Les mesurette n'ont pas de sens.

### Interventions de la salle

**La CGT Val d'Oise** souligne que la Loi Grand âge tarde à être présentée. Il faudrait que les CDCA puissent débattre des questions de perte d'autonomie. Le ratio entre les personnels et les patients devrait être de 1 pour 1.

**Solidaires Marne** explique l'entourloupe des comptes du gouvernement, qui augmente le budget des hôpitaux de 300 millions en 2020, 200 millions en 2021 et 200 en 2022, soit 700 millions en trois ans. Mais il parle de 1,5 milliard, en comptant les sommes deux fois, comme s'il repartait de la situation de 2019 et non celle de l'année précédente : 300 en 2020, 300 + 200 en 2021 et 300 + 200 + 200 en 2022.

**La FSU Indre** fait remarquer que A. Buzyn donne des primes et non des salaires, et seulement sur l'Ile-de-France ce qui représente une discrimination. La désertification médicale est très importante dans son département. La réversion est vitale pour de nombreuses femmes pour continuer à vivre.

**Les neuf de Pyrénées Atlantique** insistent sur le personnel SAP, dont la qualification est niée ce qui génère un bas salaire. Du temps de travail n'est pas pris en compte, car il n'est pas possible de quitter une personne sans avoir tout pris en charge. La prise en charge des personnes très dépendantes et exigeant beaucoup de temps est refusée. Les conditions de travail de ces agents sont déplorables. Le 5 décembre, tout ce qui est possible sera fait par les actifs et les retraité-e-s, la grève reconductible, indispensable pour gagner, sera soutenue par les retraité-e-s.

**Les aîné-e-s ne sont pas pris en compte**, nous pouvons parler de maltraitance institutionnelle, il faut rompre avec cette spirale. La fin des exonérations permettrait de financer les Ehpad. L'augmentation prévue des moyens ajoute 0,7 agent par établissement, alors qu'il faut prendre en charge 750 000 personnes dans les Ehpad. Les neuf organisations vont travailler sur ces mesures.

**Un grand service public de l'aide à l'autonomie** permettrait de mieux travailler, de sortir de l'approche comptable. Les réformes hospitalières se succèdent mais ne sont pas évaluées, nous devons interpeler les élus qui vont voter avant Noël. Le gouvernement ne peut être contraint que par les mobilisations.

**Pour les hôpitaux**, A. Buzyn annonce 1,5 milliard et une reprise partielle de la dette, c'est notoirement insuffisant. Il faut se souvenir des montants colossaux des reprises de dettes des banques en 2008.

**La CGT Morbihan** signale que les très riches parlent des retraité-e-s « assistés », alors que ce sont les entreprises multinationales qui sont assistées avec tous les cadeaux et toutes les fraudes facilitées dont le montant est supérieur à tous les déficits sociaux et de l'État. Les exonérations de cotisations sociales ne créent pas d'emplois mais augmentent les dividendes versés aux actionnaires.

**FSU et FGR-FP, pour la Somme qui travaille à neuf.** Cette réunion donne du souffle, permet de se faire connaître. L'unité des retraité-e-s fonctionne mieux que chez les actifs, alors que la cause des maux est la même. Le gouvernement dénonce le déficit qu'il crée lui-même par ses choix politiques qui augmentent les inégalités : de l'argent, il y en a !

**Dans le 91, les neuf** dénoncent le désert médical que devient aussi le département de l'Essonne. Un groupement hospitalier remplace 3 hôpitaux sur un territoire de 900 000 habitant-e-s, ce qui supprime 700 lits et 900 emplois, augmente les distances et les bouchons. Cette construction va aussi se faire sous la forme du partenariat public / privé, qui est un gouffre financier pour les finances publiques. La large mobilisation est très importante. Une pétition a recueilli 60 000 signatures. La situation des Ehpad est catastrophique avec des établissements essentiellement privés. Les enfants doivent choisir entre payer 3 000 € ou envoyer les parents en province.

**La CGT Caisse des Dépôts** alerte sur la crédulité envers des interlocuteurs qui ne nous sont pas favorables. Nous perdons du temps en allant voir les élu-e-s qui sont là pour nous « baiser ». Descendons dans la rue, bloquons les ronds-points, mettons-nous en grève. Le 5 décembre est une date essentielle. Une grève du bénévolat aurait un impact.

**SUD Retraité 54** : la Sécu, financée par les salaires, doit être défendue par les actifs et les retraités. Il faut cibler le grand patronat qui bloque l'augmentation des cotisations et des salaires et aider les petites entreprises qui ne peuvent pas augmenter les salaires.

**Dans le Val-de-Marne**, la mobilisation des hospitaliers le 14 novembre a bien marché et continue.

**UCR CGT et LSR des Bouches-du-Rhône** souligne l'intérêt de ce nouveau rassemblement et suggère d'envisager en 2020 de réfléchir à un « J'accuse » contre les ministères des finances et de la santé, qui mettent en danger la santé publique.

**Les neuf de Dordogne** viennent de découvrir que les personnes de plus de 75 ans paient 0,50 € de plus chaque boîte de médicaments depuis le 1<sup>er</sup> janvier, et paieront plus l'année prochaine. Cela augmente les dépenses de la Sécu et des mutuelles. Le groupe des 9 devrait être actif sur ce sujet. 7 municipalités ont voté la motion pour les retraité-e-s et l'association des maires ruraux vient de relancer ses maires. Le régime à points nous concerne, la pension sera transformée en points. Il faut être présent le 5 décembre.

**FO Seine et Marne** intervient sur le PLFSS 2020 qui sera peut-être le dernier si le budget de la Sécu est intégré à celui de l'État. Si le projet de retraite passe, ce système étatisé supprime des cotisations, transférées sur l'impôt. Il est utile de se souvenir des propos de Denis Kessler, du Medef, en 2007, qui affirmait leur volonté de casser le compromis politique de 1944-1945. Il faut bloquer le pays pour gagner.

**FO Haute-Savoie** soutient la grève illimitée contre la réforme des retraites, non amendable, non négociable. Malgré les différences de vue entre les neuf, restons unis. La privatisation des hôpitaux et des Ehpad a pour conséquence l'augmentation des tarifs.

## Manifeste

Didier Hotte de FO, au nom des neuf, lit le manifeste qui défile en même temps à l'écran.

**Avant cette lecture, il précise le contexte.** Les revendications sur le pouvoir d'achat (1/2 part aux veuves, les 10 %, les taxes, ...) restent d'actualité. D'autres revendications, suggérées aujourd'hui, doivent être réfléchies, comme la gratuité des transports sur laquelle des équipes militantes agissent déjà dans les départements.

**Solidaires du Nord, au nom des neuf**, s'inquiète de la place de la Sécu, réduite par l'importante publicité qui vante les assurances. Les neuf en ont marre des grèves carrées sans lendemain, il faut bloquer le pays, innover dans nos actions et nos manifestations.

**CGT Romainville (Seine St Denis)** signale qu'alors que sa ville comprenait 800 chercheurs dans l'industrie pharmaceutique (Roussel-Uclaf, devenu Sanofi), il n'y a maintenant pas assez de recherche. Les corticoïdes étaient fabriqués à Romainville, puis maintenant les pharmacies à côté de l'usine sont en rupture de stocks, car les composants sont maintenant produits à l'étranger à la main d'œuvre moins chère.

**FO Paris** : le lien entre Sécu et retraite est connu, il existe depuis 1945. Nous refusons de réduire les pensions, pour nous et nos descendants, cela exige d'être dans la rue le 5 décembre. Il faut bloquer le pays.

**CGT Paris** insiste sur des éléments moins connus, les zones sinistrées en Ile-de-France avec le manque de médecins, l'importance des dépassements d'honoraires. Il faut réfléchir ensemble, au groupe des 9, sur nos prochaines actions.

**CGT Gironde informe que les neuf**, lors d'une plénière du CDCA, ont fait une déclaration contre la réduction du financement de la part du département qui aurait été « trop généreux pour le social ».

**L'Yonne**, département rural, signale le manque de moyens de déplacements, alors que la fermeture d'un hôpital impose 80 km de route. L'hôpital d'Auxerre, en déficit, a été placé sous tutelle par Bercy, a subi une réduction de la masse salariale de 10 %, la suppression de 100 postes et de 24 lits. Les propos du premier ministre sont une honte. Il faut rouvrir les établissements et créer des postes. Il faut supprimer les exonérations de cotisations.

**La FGR-FP de l'Aisne** apprécie le partage de nos expériences, mais les déserts médicaux sont connus également en Thiérache et dans l'Aisne, au point qu'il n'y a plus personne pour constater un décès. Nous connaissons aussi la mise en cause de la Sécu. Nous savons tout, nous avons tous les arguments, le problème, c'est de les faire partager aux autres, de faire venir les autres, les millions de retraité-e-s. Pour gagner, nous devons convaincre et faire venir beaucoup plus de monde. Le 5 décembre doit être une réussite.

**Nous subissons un changement de société** qui ne va pas nous plaire. Avant l'ONDAM, il n'y avait pas de budget de l'assurance maladie, maintenant on budgétise tout. Le gouvernement veut imposer la même évolution avec la retraite, qui aujourd'hui doit être honorée et qui, demain, devrait entrer dans un budget contraint alors que le nombre de retraité-e-s augmente. Certains rêvent d'une fusion de la loi de finances et de la Sécu, ils ne digèrent pas l'autonomie de la Sécu. Nous refusons d'entrer dans une part de

PIB, d'être soumis à des comparaisons de part de PIB en Europe et de les rejoindre en réduisant la masse des pensions de 100 milliards. C'est arrivé dans d'autres pays au système différent du nôtre, Grèce, Italie, Espagne, Grande Bretagne... et nous sommes considérés comme des nantis qui n'ont pas subi la même chute. La paupérisation en France est moins violente, mais les pensions décrochent des salaires.

### Interventions de la salle :

- **CGT 57** est gênée par la référence aux Gilets jaunes.
- **CGT 56** insiste, les syndicats ont commencé avant les Gilets jaunes, ils doivent être cités avant.
- **Un retraité**, passé spontanément Gilet jaune, affirme que nos revendications sont les leurs.
- **L'UNRPA** n'est pas gênée par la référence aux Gilets jaunes dont il faisait partie.
- **FSU 17** intervient sur le passage sur les pensions de réversion, il faut demander leur maintien en l'état.

### Décision sur le manifeste

**Didier Hotte informe que les neuf**, dans leurs réunions nationales, ont eu le débat sur les Gilets jaunes, qui s'est conclu par la phrase écrite. La perméabilité entre les neuf et les Gilets jaunes a permis que nos revendications « retraité-e-s » soient reprises sur les ronds-points. Sur la pension de réversion, l'esprit du texte est le maintien des calculs actuels. Delevoye reporte de 55 à 62 ans le bénéfice de la réversion. La réforme des retraites est présente dans le texte qui critique l'enveloppe fermée des 13,8 % du PIB.

**Au ministère de la Santé et des solidarités**, la délégation est bloquée dès la première porte et doit attendre dehors. Un responsable est venu prendre la demande de rencontre qui n'a pas eu de réponse et le manifeste, qu'il déposera en mains propres au cabinet de la Ministre.



**Néanmoins, pour tenir compte des demandes de modifications**, il propose que ce texte, déjà imprimé, soit porté en l'état aux ministères et qu'une motion reprenne ce texte et soit complété pour diffusion ultérieure à l'intérieur de nos réseaux.

**Vote du manifeste** : 11 contre, 16 abstentions, le reste pour.

Ensuite les délégations se retrouvent dans une salle pour le repas. Les plus lointaines repartent, les autres se répartissent entre les deux ministères.

**Au ministère de l'Économie et des Finances**, nous arrivons en ordre dispersé et les premiers entrent sans difficultés, passent les contrôles de sécurité. Quelques camarades peuvent même aller jusqu'à l'accueil où nous signalons notre courrier au ministre et nous demandons à être reçus. Pendant ce temps, des camarades continuent de passer le contrôle de sécurité. C'est alors que les douaniers chargés de la sécurité se rendent compte que toutes les personnes dans le sas d'accueil sont ensemble ; le service de sécurité téléphone à un « responsable » qui arrive, les portes permettant d'accéder au ministère nous sont fermées dans la précipitation, et on nous demande de sortir.

Nous attendons puis, après échanges, le responsable prend notre courrier et notre manifeste et nous dit que ceci sera transmis au cabinet du ministre. Nous sortons alors du ministère.



Cash investigations vient de montrer que le gouvernement fait ce qu'il veut en matière budgétaire.

Il précise que ce texte a été élaboré, amendé par les neuf organisations. Sauf grosse erreur improbable, ce texte n'est pas amendable et sera porté en l'état dans les deux ministères.

- **La Charente** pense qu'il manque un passage sur la réforme des retraites, il faut ajouter que la réforme impactera les retraité-e-s actuels.
- **CGT métallurgie** insiste pour ajouter la solidarité entre les générations, les prochaines générations doivent avoir droit à la retraite.
- **CGT 13** souhaite une rectification sur les services publics de proximité qui semble appuyer la volonté du gouvernement de mettre en place des maisons des services publics pour pallier à la disparition des services publics.